



**Accord-cadre de prestations de conceptions et de réalisations graphiques pour la Bibliothèque publique  
d'information**

**CCP n°2025-F du 02/04/2025**

**Cahier des clauses particulières**

Le présent CCP comporte 24 pages,  
numérotées de 1 à 24



Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET DE L'ACCORD CADRE .....	4
<b>1.1 Objet de l'accord-cadre</b> .....	4
<b>1.2 Forme de l'accord-cadre</b> .....	4
<b>1.3 Caractéristiques principales</b> .....	4
<b>1.4 Allotissement</b> .....	4
ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS, PROCEDURE DE PASSATION .....	4
<b>2.1 Procédure de passation</b> .....	4
<b>2.2 Documents contractuels régissant l'accord-cadre</b> .....	5
<b>2.3 Forme des notifications et informations</b> .....	5
ARTICLE 3 : REPRESENTATION DES PARTIES .....	5
<b>3.1. Représentation de l'acheteur</b> .....	5
<b>3.2. Représentant du titulaire</b> .....	6
ARTICLE 4 : COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE .....	6
<b>Article 4.1. Cotraitance</b> .....	6
<b>4.2. Sous-traitance</b> .....	6
<b>4.3. Déclaration de sous-traitance avant notification du marché</b> .....	7
<b>4.4 Déclaration de sous-traitance après notification du marché</b> .....	7
ARTICLE 5 : ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDES .....	7
ARTICLE 6 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	8
<b>6.1 Exécution des Bons de commandes</b> .....	8
<b>6.2 Personnel du titulaire affecté à l'exécution des prestations</b> .....	9
<b>6.3 Prescriptions particulières pour l'exécution des prestations</b> .....	10
<b>6.4 Clause d'insertion sociale</b> .....	11
<b>6.5. Obligation environnementale</b> .....	11
<b>6.6. Egalité professionnelle et lutte contre les discriminations</b> .....	12
6.7. Prestations supplémentaires ou modificatives .....	12
ARTICLE 7 : PRESTATIONS SIMILAIRES .....	13
ARTICLE 8 : DROITS / GARANTIE .....	13
<b>8.1. Connaissances antérieures</b> .....	13
<b>8.2. Résultats</b> .....	13
ARTICLE 9 : ADMISSION .....	15
ARTICLE 10 : PRIX .....	16
<b>10.1 Contenu et caractère des prix</b> .....	16
<b>10.2 Nature des prix</b> .....	17
<b>10.3 Révision des prix</b> .....	17
<b>10.4 Modifications financières pour circonstances imprévisibles</b> .....	18
ARTICLE 11 : MODALITE DE REGLEMENT .....	18



<b>11.1 Avance</b> .....	18
<b>11.2 Paiements / Etablissement de la facture</b> .....	18
ARTICLE 12 : ASSURANCES.....	19
ARTICLE 13 : PENALITES.....	20
<b>Article 13.1 Pénalités de retard</b> .....	20
<b>Article 13.2 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité</b> .....	20
<b>Article 13.3 Pénalités travail dissimulé</b> .....	20
ARTICLE 14 : RETENUE DE GARANTIE.....	20
ARTICLE 15 : NANTISSEMENT, CESSION.....	21
ARTICLE 16 : RESPECT DES INTERDICTIONS FIXEES DANS LA REGLEMENTATION DES MARCHES PUBLICS.....	21
ARTICLE 17 : RESILIATION .....	21
ARTICLE 18 : CLAUSE DE REEXAMEN / AVENANT.....	22
ARTICLE 19 : DEROGATION AU CCAG .....	23
ANNEXE AU CCP .....	23



## **ARTICLE 1 : OBJET DE L'ACCORD CADRE**

### **1.1 Objet de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre, attribué à plusieurs opérateurs économiques, a pour objet la fourniture à la Bibliothèque publique d'information (Bpi) de prestations de conceptions et réalisations graphiques.

### **1.2 Forme de l'accord-cadre**

La présente consultation constitue un accord-cadre multi attributaires au sens des articles R2162-1, R2162-2 du Code de la commande publique. Il est exécuté au moyen de bons de commande conformément à l'article R 2162-14 dudit code. Chacun de ces lots sera attribué, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats, à 3 attributaires.

### **1.3 Caractéristiques principales**

Marché de service

Code CPV 79822500-7 Services de conception graphique

Type de marché : Achat

Les prestations services portent sur :

- la réalisation et l'exécution de maquettes et/ou la composition de mise en page de documents imprimés ou numériques, selon la charte graphique de l'établissement,
- L'adaptation de documents existants sur de nouveaux supports ou formats papier, ou numériques,
- à titre accessoire, des habillages graphiques et conception de visuels,
- la conception et la réalisation graphiques de sites web ou d'interfaces de consultation,
- la réalisation de prestations infographiques d'une manière générale.

### **1.4 Allotissement**

L'accord-cadre est décomposé en deux (2) lots :

**Lot 1** : Services d'exécution de maquettes et/ou de composition de mise en page pour les documents de communication de la Bpi publiés sur support papier,

**Lot 2** : Services de conception, réalisation graphique et d'infographie pour les documents de communication de la Bpi diffusés sur le WEB et déclinables sur support papier.

Compte tenu de l'allotissement, le mode de dévolution retenu est celui des marchés séparés avec la possibilité de soumissionner pour un ou la totalité des lots.

## **ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS, PROCEDURE DE PASSATION**

### **2.1 Procédure de passation**

La présente consultation est passée sous la forme d'un appel d'offres ouvert en application des dispositions de l'article R2124-2 du Code de la commande publique, ainsi que de toutes les dispositions dudit code relatives à l'appel d'offres ouvert.

Il ne peut y avoir de négociation avec les soumissionnaires. Il est seulement possible à la Bpi de leur demander de préciser la teneur de leur offre.



## **2.2 Documents contractuels régissant l'accord-cadre**

Les documents contractuels le régissant sont par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement et les éléments contractuels de l'annexe financière à savoir : les prix unitaires HT et TTC des prestations, les quantités du devis estimatif n'ayant pas valeur contractuelle.
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCP),
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché,
- l'offre technique du titulaire comprenant au minimum le mémoire technique.
- Le ou les cadre(s) de réponse

En cas de contradiction ou de différence entre ces divers documents, ceux-ci prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés.

## **2.3 Forme des notifications et informations**

La notification au titulaire des décisions ou informations de l'acheteur sont faites soit par courriel à l'adresse indiquée par le titulaire, soit au moyen d'un échange d'informations électronique via la plateforme des achats de l'Etat : PLACE (ou tout autre profil d'acheteur utilisé par la Bpi). De même, la notification à la Bpi par le titulaire des informations ou mesures d'exécution contractuelle sont effectuées à l'adresse email indiquée par la Bpi ou via la plateforme PLACE. Les parties déclarent que le courriel et les échanges d'informations électroniques auront la même valeur que l'écrit dans leurs relations contractuelles.

Sauf preuve contraire, les dates et heures d'émission et de réception des courriels figurant sur les équipements informatiques de la Bpi feront foi entre les parties.

En cas de changement d'adresse de messagerie, le titulaire doit en informer le représentant de l'acheteur. La Bpi est soumise à la même obligation en cas de changement de son profil acheteur.

A titre subsidiaire, l'acheteur a également la faculté de procéder à des notifications par courrier simple ou courrier recommandé avec accusé réception ou remise sur place contre récépissé.

## **ARTICLE 3 : REPRESENTATION DES PARTIES**

### **3.1. Représentation de l'acheteur**

En application des dispositions de l'article 3.3 du CCAG - PI, le représentant de l'acheteur est habilité à émettre toutes les décisions au titre du présent marché. Ses coordonnées sont indiquées dans l'acte d'engagement. En vertu des délégations qu'il a consenties, il a délégué sa signature à la directrice adjointe et au secrétaire général de la Bpi.

La personne habilitée à suivre et à contrôler l'exécution des prestations réalisées en exécution du marché est pour le lot N°1 la cheffe du service Développement des publics et Communication, Mme Camille Delon (01 44 78 44 45 - camille.delon@bpi.fr) chargée de la constatation du service fait, ainsi que toute autre personne désignée en remplacement par la directrice de la Bpi.

La personne habilitée à suivre et à contrôler l'exécution des prestations réalisées en exécution du marché est pour le lot N°2 la cheffe du service Webmagazine, Mme Agnès DEME (01 44 78 43 06 - agnes.deme@bpi.fr) chargée de la constatation du service fait, ainsi que toute autre personne désignée en remplacement par la directrice de la Bpi.



### **3.2. Représentant du titulaire**

En application des dispositions de l'article 3.4 du CCAG-PI, dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au représentant de l'acheteur, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article 3.4.2 du CCAG-PI, le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant de l'acheteur les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise survenant au cours de l'exécution du marché et pouvant influencer sur son déroulement.

Le titulaire doit également notifier sans délai les jugements de redressement ou liquidation judiciaire, toute procédure de sauvegarde, de déclaration de cessation de paiement, d'ouverture d'une procédure collective ou toute mesure d'interdiction de concourir à un marché public prise à son encontre, ainsi que tout jugement ou toute décision administrative ayant une incidence sur l'exécution du marché.

## **ARTICLE 4 : COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE**

### **Article 4.1. Cotraitance**

Il est fait application de l'article 3.5 du CCAG-PI.

En cas de groupement conjoint, la Bpi exige que le mandataire soit solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de l'acheteur jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.

En cas de groupement, si l'une quelconque des entreprises composant le groupement ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent, elle est dite "défaillante". Si l'une des entreprises autre que le mandataire est défaillante, la Bpi la mettra en demeure de satisfaire à ses obligations, dans un délai qu'elle précise.

Cette mise en demeure produit de plein droit effet à l'égard du mandataire, sans qu'il soit besoin d'une mention expresse. Le mandataire dispose d'un délai de 8 jours civils à compter du délai imparti à l'entreprise défaillante pour se substituer à elle si la mise en demeure est restée sans effet.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours civils à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

### **4.2. Sous-traitance**

Il est fait application de l'article 3.6 du CCAG-PI.

Le titulaire pourra sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par la Bpi et de l'agrément par elle des conditions de paiement.

En cas de recours à la sous-traitance, le titulaire s'engage à faire respecter à ses éventuels sous-traitants l'ensemble des clauses du présent marché.

Le titulaire demeure entièrement responsable vis-à-vis de la Bpi des prestations sous-traitées.



En tout état de cause, le titulaire précisera le(s) domaine(s) d'intervention pour lequel il aura recours à la sous-traitance ainsi que la quantité et la nature des prestations. La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

Le titulaire du présent marché peut faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement de données à caractère personnel. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit la Bpi de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants.

Cette information, qui peut être effectuée dans la déclaration de sous-traitance, doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

La Bpi dispose d'un délai de 21 jours à compter de la date de réception de la déclaration de sous-traitance contenant cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si la Bpi n'a pas émis d'objection pendant le délai susmentionné.

Lorsque le sous-traitant est présenté au moment du dépôt de son offre, la notification du marché vaut non opposition de la Bpi à la sous-traitance des activités de traitement de données indiquées dans la déclaration de sous-traitance.

#### **4.3. Déclaration de sous-traitance avant notification du marché**

La signature du marché vaut acceptation des sous-traitants déclarés avant notification de celui-ci et agrément de leurs conditions de paiement.

Le formulaire de déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) est disponible à la rubrique consacrée aux marchés publics du site web du Minefi.

#### **4.4 Déclaration de sous-traitance après notification du marché**

Si un sous-traitant est introduit en cours d'exécution du marché, le titulaire a l'obligation de le déclarer, d'établir une demande d'acceptation et d'agrément de ses conditions de paiement. Les demandes d'acceptation de sous-traitants doivent être notifiées conformément à l'article 2.3 du CCP.

A cette fin, le titulaire adressera à la Bpi une « Déclaration de sous-traitant » (formulaire DC4). Cette déclaration est complétée des certificats fiscaux et sociaux exigés par la réglementation des marchés publics et relatifs à la situation du sous-traitant ainsi que des justificatifs des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

Le titulaire a recours à la sous-traitance sous sa responsabilité et demeure personnellement responsable de l'exécution devant l'acheteur de toutes les obligations fixées dans le marché. Il répond notamment des fautes ou inexécutions commises par son sous-traitant.

Le titulaire reste intégralement tenu envers son sous-traitant qui n'aurait pas été agréé et il doit s'acquitter de ses obligations contractuelles, notamment financières à son égard.

Toute modification dans la répartition des prestations entre titulaire et sous-traitant doit faire l'objet d'un acte spécial modificatif.

### **ARTICLE 5 : ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDES**

Sous réserve de l'exception indiquée ci-après, les bons de commande sont attribués à tour de rôle, selon l'ordre de classement des offres obtenu lors de la mise en concurrence initiale.

Ainsi, le premier bon de commande est notifié au candidat dont l'offre est arrivée en première position du classement à l'issue de l'attribution de l'accord-cadre, le deuxième bon de commande est attribué au candidat dont l'offre est arrivée en deuxième position et ainsi de suite, le roulement reprenant au début une fois l'ensemble des titulaires sollicités.



Avant toute émission de bon de commande, la Bpi se réserve le droit de demander un chiffrage au titulaire sur la base de sa demande d'intervention.

Les titulaires disposent d'un délai de 5 jours ouvrés maximum à compter de la demande d'intervention écrite et clairement formulée par l'administration (objet, contexte, date, lieu, nombre de personnes) pour envoyer un devis ou déclarer ne pouvoir exécuter les prestations. A l'issue de ce délai, le silence du titulaire concerné vaudra refus d'exécution de la prestation formulée dans la demande d'intervention. La demande d'intervention sera attribuée au titulaire suivant dans le tour de rôle, tandis que le titulaire initial perdra son tour dans ledit tour de rôle.

(ex le titulaire A décline la prestation, le titulaire B se voit attribuer la commande. La commande suivante est attribuée au titulaire C et non au titulaire A).

Exception : lorsqu'un bon de commande a pour objet de permettre la continuité d'une même mission, le bon de commande pourra être attribué au titulaire qui a bénéficié du bon de commande initial pour assurer la continuité des missions. Cette règle s'applique y compris si le service de la Bpi commanditaire de la prestation est différent. Tel est notamment le cas lorsqu'il s'agit de l'adaptation d'un document ou d'une réalisation graphique dont la confection a été attribuée précédemment à un titulaire du présent accord-cadre, ou en cas d'urgence pour l'exécution de prestations très similaires à celles ayant déjà donné lieu à l'attribution d'un bon de commande à un titulaire de l'accord-cadre.

Si aucun titulaire de l'accord-cadre ne répond à une demande d'intervention de la Bpi ou si tous les titulaires déclinent cette demande d'intervention, la Bpi pourra confier la prestation concernée à l'opérateur économique de son choix par dérogation au monopole conféré par le présent accord-cadre.

Également, ponctuellement dans le cadre de manifestations culturelles produites en partenariat, eu égard à la spécificité de la manifestation ou aux exigences du partenaire, la Bpi pourra recourir à des plasticiens ou à des illustrateurs, non parties au présent accord-cadre.

L'attribution d'un bon de commande sur le fondement du présent accord-cadre peut se faire jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

La durée d'exécution des bons de commandes attribués en vertu du présent accord cadre ne peut dépasser trois mois afin de ne pas se prolonger au-delà de la date limite de validité du présent accord-cadre dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

## **ARTICLE 6 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **6.1 Exécution des Bons de commandes**

Les Bons de commande seront attribués au fur et à mesure des besoins et comportent la désignation de la prestation commandée, le délai de livraison et la référence de l'accord-cadre.

Les bons de commande porteront la signature de la directrice de la Bpi ou de toute autre personne dûment habilitée. Pour l'ensemble des prestations, les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Les renseignements figurant dans le bon de commande et toute autre information utile peuvent être préalablement indiqués au titulaire par téléphone ou courriel.

Les noms du donneur d'ordre et de la personne responsable de la réception des prestations sont indiqués dans le bon de commande ou dans les documents qui y sont annexés.





Chaque bon de commande comportera les renseignements suivants :

- La référence du présent accord-cadre,
- Le prix de la prestation,
- Le volume des travaux,
- La nature des travaux,
- Le nom du donneur d'ordre,
- Le délai et le lieu de la livraison,
- Le montant total hors taxes,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total toutes taxes comprises.

Conformément à l'article 3.7.2. et 3.7.3 du CCAG, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

## **6.2 Personnel du titulaire affecté à l'exécution des prestations**

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement des compétences, du savoir-faire et de l'expérience de la ou des personnes composant l'équipe désignée par le titulaire pour en assurer la conduite. Le titulaire est responsable du personnel qu'il a désigné pour la réalisation des prestations objet du présent marché.

Sont nommément désignés dans son offre, avec mention de leurs diplômes, leur expérience et leurs références (CV) : la ou les personnes qu'il a chargées d'exécuter les prestations.

Le prestataire s'engage à maintenir tout au long de la prestation, la ou les personnes mentionnées dans son offre.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG, si pour une raison indépendante de sa volonté, tout ou partie du personnel désigné par le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer lui-même la réalisation des prestations, le titulaire en avise sans délai le représentant de l'acheteur et pourvoit à son remplacement afin que l'exécution des prestations ne s'en trouve ni compromise, ni altérée.

Pour toute prestation, le titulaire s'engage à procéder au remplacement d'une personne absente dans un délai de huit jours par une autre personne possédant, pour la prestation à assurer, une qualification et des compétences au moins équivalentes à celles de la personne initialement désignée par ses soins.

Le remplaçant est considéré comme accepté si, après un entretien préalable et obligatoire avec les représentants désignés de la Bpi, l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de huit jours à compter de la réception de la communication par le titulaire du nom et des qualifications du remplaçant (e). Si l'acheteur récusé le remplaçant, le titulaire dispose de quinze jours pour désigner un autre remplaçant et en informer la Bpi.

En aucun cas le remplacement du personnel ne peut justifier une augmentation du prix indiqué dans le marché.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de récuser ceux des personnels du titulaire qui s'avéreraient inadaptés à l'exécution des prestations en justifiant sa décision.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 32 Résiliation pour faute du CCAG PI.



En cas de faute professionnelle, d'agissement susceptible de constituer une infraction (agression, harcèlement moral ou sexuel, vol ou tentative de vol, dégradation volontaire notamment) ou de manquement sérieux aux dispositions du règlement intérieur de la Bpi ou du Bâtiment Lumière applicables aux visiteurs ou aux personnels des fournisseurs de ces entités, l'acheteur peut exiger le départ immédiat du personnel concerné.

De même, le titulaire avertit sans délai la Bpi de tout agissement ou comportement des agents de l'acheteur envers le titulaire ou ses salariés qui serait inadapté ou susceptible de porter atteinte à la bonne exécution des prestations.

Sans acceptation préalable de l'acheteur, le remplacement de personnels du titulaire entre eux, pour convenances personnelles, est également considéré comme un motif de récusation sans autre justification. Le titulaire doit alors procéder au remplacement des personnels récusés dans un délai de quinze (15) jours. Il ne peut prétendre ni à prolongation du délai d'exécution ni à indemnité.

### **6.3 Prescriptions particulières pour l'exécution des prestations**

Les principaux documents et travaux sur lesquels peuvent porter les prestations graphiques objet du présent accord-cadre sont indiqués de manière non limitative en annexe avec leur décomposition par lot.

La réalisation des prestations se fait en lien avec l'agent de la Bpi en charge du dossier.

Sont communiqués aux titulaires de l'accord-cadre pour l'exécution des prestations :

- les fichiers numériques leur permettant d'effectuer les diverses prestations graphiques ;
- les images sources (haute définition) ;
- les éléments de la charte graphique de la Bpi.

Pour les prestations de création graphique (maquette, visuel, création d'infographies), plusieurs projets sont demandés au titulaire concerné par le bon de commande (présentation de 2 à 3 pistes).

Concernant les travaux d'exécution de maquette selon gabarit Indesign, le titulaire réalisera :

- **La mise en page qui** est à maquetter selon la grille du support et le respect de la charte graphique de la Bpi (possibilité de reprise du fichier in design de la brochure précédente. Mise en page qui demande un travail d'agencement des différents éléments. Voir par exemple : <https://www.bpi.fr/balises-13/>
- **Le travail des images** : Pour le Print : convertir les images RVB en quadri, JPEG, travail de la luminosité et des contrastes pour éviter les images ternes ou bouchées à l'impression.

Il est entendu que plusieurs échanges (4 à 8 allers-retours) sont possibles entre la Bpi et le titulaire du bon de commande attribué, jusqu'à la validation finale du projet.

la Bpi compte 2 à 3 semaines maximum entre la remise des éléments au titulaire et le rendu définitif.

De même des réunions préparatoires peuvent être organisées à la Bpi, à l'initiative du titulaire ou de la Bpi, les frais afférents à leur tenue sont réputés inclus dans le prix des prestations du présent accord-cadre.

Les titulaires de l'accord-cadre doivent fournir leurs prestations sous un format reproductible approprié pour des travaux de duplication ou d'impression, tels que notamment des fichiers PDF haute définition. Les titulaires de l'accord-cadre prennent toutes les précautions nécessaires pour que les fichiers envoyés soient exempts de virus informatiques. Pour chacune des prestations, les titulaires de l'accord-cadre s'engagent à fournir les fichiers suivants sans supplément de prix et en fonction de leur pertinence pour le lot attribué :

- Dossier assemblage avec les Fichier source InDesign + IDML, (fichier définitif)
- PDF RVB page par page pour PDF feuilletable (fait en interne-Bpi) sur site internet



- PDF RVB page par page pour le web sans les logos partenaires (masquer le calque logos partenaires)
- PDF RVB page par page pour l'affichage A3 avec les logos partenaires
- PDF imprimeur quadri

Les prestations exécutées dans le cadre du présent accord-cadre doivent être compatibles avec les matériels informatiques de la Bpi. Dans l'hypothèse d'un changement d'équipement de la Bpi ou pour s'adapter aux ressources informatiques de la Bpi, les titulaires de l'accord-cadre prennent toute mesure utile pour maintenir la continuité de l'exécution des prestations.

Relativement aux prestations dont le résultat est utilisé dans le cadre d'un site Internet, via un intranet ou un extranet, les titulaires de l'accord-cadre doivent se conformer aux exigences de la mise à jour la plus récente du Référentiel général des administrations (RGAA)

D'une manière générale, les titulaires de l'accord-cadre doivent s'engager à connaître et respecter les normes d'accessibilité pour le web (contrastes, alternatives, liens etc.) pour les livrables de CSS et xhtml. Ils procèdent à l'intégration systématique du responsive design pour les créations de pages web. Ils veillent également à la mise accessibilité des livrables imprimés (graphiques, tableaux...).

L'exécution des documents recouvre l'intégration de corrections des textes et des hors textes et les corrections de mise en page demandées par la Bpi.

Avant toute impression, le bon à tirer est soumis à la signature de la directrice de la Bpi ou de toute autre personne déléguée à cet effet. À cet effet, le titulaire prépare les fichiers PDF haute définition spécifiques pour l'impression. Les envois de coursiers éventuels sont à la charge des titulaires concernés.

La photogravure ou les travaux d'impression éventuels ne sont pas compris au présent contrat. La Bpi qui sélectionne librement les prestataires chargés des travaux d'impression et de fabrication peut seule passer commande auprès de ces derniers. Elle peut également décider de réaliser ces travaux en interne.

Le titulaire effectue le suivi de la fabrication et veille à ce que les travaux exécutés soient conformes aux documents d'exécution approuvés par la directrice de la Bpi.

#### **6.4 Clause d'insertion sociale**

Le présent marché n'impose pas au titulaire la réalisation d'une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

#### **6.5. Obligation environnementale**

Le titulaire décrit dans son mémoire technique et dans le cadre de réponse les mesures prises par ses soins pour respecter les obligations environnementales sur lesquelles il s'engage pour l'exécution du marché au long du cycle de vie des prestations ou fournitures objet du marché, étant rappelé que le cycle de vie est défini à l'article L. 2112-3 du code de la commande publique comme « *l'ensemble des étapes successives ou interdépendantes, y compris la recherche et le développement à réaliser, la production, la commercialisation et ses conditions, le transport, l'utilisation et la maintenance, tout au long de la vie du produit, de l'ouvrage ou du service, depuis l'acquisition des matières premières ou la production des ressources jusqu'à l'élimination, la remise en état et la fin de l'utilisation du produit, de l'ouvrage ou la fin du service* ».

Il peut s'agir de mesures prises par ses soins pour réduire l'impact environnemental de l'exécution de ses prestations (sobriété numérique, limitation des impressions, déplacements) et des prestations en aval telles que l'impression ou la communication en ligne ou sur des supports numériques. Il s'engage expressément à les respecter.



Conformément à l'article 16.2.3 du CCAG, en cas de non-respect des obligations prévues au présent article, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse avec un délai de 15 jours pour que l'entrepreneur puisse y remédier ou présenter ses observations, une pénalité fixée à 100,00 €.

## **6.6. Egalité professionnelle et lutte contre les discriminations**

Le ministère de la Culture, autorité de tutelle de la Bibliothèque publique d'information, ayant obtenu le double label « Diversité » et « Egalité », souhaite mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'achats responsables.

Il s'engage à mettre en œuvre des procédures et des outils garantissant l'égalité de traitement des personnels dans ses procédures de gestion des ressources humaines. Des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations sont engagées à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion RH.

Afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, le ministère s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions pluriannuel pour lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Compte tenu de ces orientations, il est demandé au titulaire de remplir le questionnaire élaboré par le ministère et fourni dans le dossier de consultation.

Le questionnaire renseigné est transmis à l'acheteur dans les quinze jours suivant la date de notification du marché au titulaire.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le titulaire s'engage à actualiser ce questionnaire à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, ou un mois avant l'échéance de l'accord-cadre. Le représentant de l'acheteur compare la situation décrite à celle présentée initialement.

Le suivi de cette clause est réalisé par le représentant de l'acheteur qui s'assure principalement de son effectivité et de son actualisation par le titulaire.

## **6.7. Prestations supplémentaires ou modificatives**

Il est fait application des dispositions de l'article 23 du CCAG-PI.

## **6.8. Interruption des prestations d'un bon de commande**

Par ordre de service, la Bpi peut décider l'interruption définitive des prestations d'un bon de commande. S'agissant d'une mesure d'exécution du contrat susceptible néanmoins de causer un préjudice au titulaire, la Bpi à titre d'indemnité et ce à l'exclusion de toute autre dédommagement règle au titulaire une indemnité de 5 % des prestations commandées, non exécutées afférentes au bon de commande concerné. Le décompte de liquidation du bon de commande comportera, sous réserve de la production des justificatifs afférents.

Au débit du titulaire :

- le montant des sommes versées à titre d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ;
- le montant des pénalités.

Au crédit du titulaire :

- la valeur contractuelle des prestations admises, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
- la valeur des prestations supplémentaires fournies éventuellement à la demande de la Bpi ;
- Les dépenses engagées par le titulaire en vue de l'exécution des prestations qui n'ont pas été fournies à la Bpi, dans la mesure où ces dépenses n'ont pas été amorties antérieurement ou ne peuvent pas l'être ultérieurement, à savoir :
  - le coût des matières et objets approvisionnés en vue de l'exécution du bon de commande ;
  - le coût des installations, matériels et outillages réalisés en vue de l'exécution du bon de commande ;
  - les autres frais du titulaire se rapportant directement à l'exécution du bon de commande ;



- Les dépenses de personnel dont le cocontractant apporte la preuve qu'elles résultent directement et nécessairement de l'interruption du bon de commande ;
- l'indemnité précitée de 5 % appliqué à la différence entre le montant hors TVA non révisé du bon de commande et le montant hors TVA non révisé des prestations admises.

## **ARTICLE 7 : PRESTATIONS SIMILAIRES**

Sans que cela soit une obligation pour elle, la Bpi envisage conformément au Code de la commande publique de passer un ou plusieurs marchés publics complémentaires, négociés sans mise en concurrence auprès du titulaire initial et destinés soit à la réalisation de prestations de services devenues nécessaires à la suite de circonstances imprévues, ou bien encore de prestations similaires.

## **ARTICLE 8 : DROITS / GARANTIE**

Le chapitre 6 du CCAG-PI est applicable.

Le titulaire déclare avoir la capacité de céder les droits d'exploitation afférents à ses prestations, soit en qualité de titulaire ou de cessionnaire.

Il certifie notamment pour tous les contrats de louage d'ouvrage ou de service qu'il pourrait passer pour l'exécution des prestations fixées aux présentes que ceux-ci comporteront une cession des droits d'exploitation éventuels.

### **8.1. Connaissances antérieures**

Les connaissances antérieures sont définies par l'article 32 et 34 du CCAG-PI. Lorsque le titulaire incorpore des connaissances antérieures (standards ou non) dans les résultats ou fournit des connaissances antérieures standards ou non dans le cadre de l'exécution du marché ou que des connaissances antérieures (standards ou non), sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire autorise la Bpi à utiliser de manière non exclusive, les connaissances antérieures (standards ou non) pour les mêmes, durée, territoires et finalités d'utilisation que ceux prévus dans le régime applicable aux résultats. L'inclusion de ces connaissances antérieures par le titulaire dans les prestations oblige celui-ci à en acquérir les droits d'exploitation de manière à garantir à la Bpi un usage paisible du résultat des prestations en conformité avec l'objet du marché.

### **8.2. Résultats**

Compte tenu des besoins exprimés, il est rappelé conformément au CCAG-PI et en complément de celui-ci que pour les prestations qui correspondent à la qualification de résultats, les besoins d'utilisation comprennent notamment la faculté de les reproduire et publier librement, de les communiquer au public sous toutes formes à des fins d'information, de promotion, de communication en rapport avec la programmation culturelle, les expositions de la Bpi, la Bpi ou le Centre Pompidou ou toute information communiquée par la Bpi.

La Bpi pourra autoriser tout tiers de son choix à effectuer la représentation publique ou la reproduction des résultats des prestations, dans l'acception de la définition du CCAG-PI soit à des fins d'information, de promotion, de communication en rapport avec la programmation culturelle, les expositions, la Bpi ou le Centre Pompidou, soit à quelque titre que ce soit, et à quelques conditions que soit dans le cadre d'une licence Creative Commons, open source ou non.

Les droits cédés en complément des modes d'exploitation fixés au CCAG sont les suivants :



### **Droit de représentation**

Le droit de représentation en totalité ou partie des prestations, de leurs adaptations comprend le droit de communiquer au public, d'exposer, de représenter ou de faire représenter celles-ci ou leur résultat :

- par tous moyens et tous procédés techniques connus et inconnus à ce jour, qu'ils soient notamment analogiques, optiques, magnétiques, vidéographiques ou numériques;
- sur tous réseaux informatiques, numériques, télématiques et de télécommunication notamment en vue de l'exploitation sur réseau hors ligne ou en ligne ou tel qu'internet, intranet, téléphonie mobile (notamment WAP, IMOD, internet mobile, etc.), et/ou flux de syndication de contenus tel que le RSS, RSS2, ATOM, serveurs internes, serveurs externes notamment fonctionnant en cloud computing, cartes à mémoire, lecteurs numériques, assistants personnels, téléphones mobiles, ebooks, tablettes tactiles et tout autre procédé analogue existant ou à venir qu'il soit informatique, numérique, télématique et de télécommunication.
- par voie de télédiffusion et par tous moyens inhérents à ce mode de communication et notamment par voie hertzienne terrestre, câble par satellite, par réseau téléphonique filaire ou sans fil, par télévision numérique, que la diffusion soit en clair ou cryptée, gratuite ou payante;
- dans toutes salles réunissant du public, payant ou non, et notamment les salles de cinéma ou de concert, les bibliothèques, établissements culturels, d'enseignement ou universitaires.

Le droit de représentation comprend également le droit de mettre ou de faire mettre en circulation les originaux, doubles ou copies, en version physique et/ou version numérique des éléments pour toute mise à disposition et communication au public.

### **Droit de reproduction**

Le droit de reproduction en totalité ou partie des prestations, de leurs adaptations s'entend du droit de reproduire ou de faire reproduire, d'enregistrer, d'adapter ou de faire adapter, sans limitation de nombre celles-ci ou leur résultat :

- par tous moyens et tous procédés techniques connus ou inconnus à ce jour, qu'ils soient notamment analogiques, magnétiques, numériques ou optiques tels que notamment par voie d'imprimerie, de photocopie, de numérisation, de scan, de téléchargement et tout autre procédé de reproduction ;
- sur tous supports connus ou inconnus à ce jour, qu'ils soient notamment analogiques, magnétiques, numériques ou optiques tels que notamment les supports papier, les films tous millimétrages, ainsi que les disquettes, CD, CD-ROM, CDR, CD-RW, CDI, DVD, DVD-ROM, DVD-R, DVD-RW, vidéodisques, disques blu-ray, périphériques de stockage de masse (notamment clé USB, disques durs, amovibles ou non, serveurs internes, serveurs externes notamment fonctionnant en cloud computing), cartes à mémoire, lecteurs numériques, assistants personnels, téléphones mobiles, ebooks, tablettes tactiles.

Le droit de reproduction comprend encore le droit d'éditer, de publier tout ou partie des prestations de leurs adaptations ou de les faire éditer ou publier dans des livres, catalogues, journaux, magazines, flyers, brochures-programme, affiches, affichettes, cartons d'invitation, cartes de vœux, cartes postales...

Le droit de reproduction comprend également celui de reproduire tout ou partie des prestations de leurs adaptations sur des cimaises et cartels d'exposition.

La cession du droit de reproduction comprend enfin la cession des droits de reproduction non expressément mentionnés, mais nécessaires à l'exercice par tout moyen des droits de représentation cédés.



### **Droit d'adaptation**

La cession du droit d'adaptation comprend notamment le droit de modifier les prestations remises dans le respect du droit moral du titulaire, ou de l'auteur en fonction des nécessités techniques ou pour l'intégration des prestations dans d'autres œuvres collectives, composites ou dérivées, en particulier dans des œuvres photographiques, audiovisuelles, numériques ou multimédias, ou bien encore dans des sites web ou des intranets, ou des bases de données.

Une fois le bon à tirer signé par la directrice de la Bpi, dans l'hypothèse où la Bpi envisagerait la modification des prestations ou du résultat des prestations dans l'exercice de son droit d'adaptation, celle-ci, sous réserve notamment d'un accord sur le prix, pourra confier au candidat retenu la réalisation des nouveaux documents d'exécution. Quoiqu'il en soit, la Bpi s'engage à respecter le droit moral du titulaire.

Le droit de traduction comprend au profit de la Bpi le droit de traduire en toute langue, en fonction de ses besoins, tout ou partie des éléments cédés.

### **Exclusivité**

Conformément à l'article 35.2 1 n°2 du CCAG-PI, les résultats font l'objet d'une cession à titre exclusif au bénéfice de la Bpi.

Pour toutes les utilisations prévues, il est fait mention du nom de l'auteur avec sa participation ainsi que du nom du titulaire concerné de l'accord-cadre si celui-ci n'est pas l'auteur (œuvre créée par les salariés du titulaire par exemple).

Nonobstant la cession exclusive des droits de représentation et de reproduction, les titulaires de l'accord cadre pourront représenter ou reproduire les prestations, objet du présent contrat à des fins de promotion personnelle, d'exposition ou de divulgation de leur œuvre (press-book, exposition ...).

Dans le but de la seule exécution des prestations, des documents iconographiques et des textes peuvent être remis par la Bpi, cette remise n'entraîne en conséquence aucun transfert au profit des titulaires de l'accord cadre de droits de quelque nature dont ils peuvent faire l'objet. Le titulaire doit signaler tout traitement graphique qu'il réaliserait susceptible de modifier ces œuvres, étant entendu que l'acceptation de celui-ci est subordonnée au respect du droit moral de l'auteur de l'œuvre modifiée.

Toutes mesures appropriées devront être prises pour en assurer l'intégrité physique et juridique. Aucune personne non autorisée ne pourra y avoir accès. Les documents ainsi que toute copie même partielle seront restitués à la Bpi.

### **ARTICLE 9 : ADMISSION**

La vérification des prestations est effectuée conformément aux dispositions du CCAG et selon les modalités stipulées ci-après.

Les prestations sont remises dans les locaux de la Bpi aux fins de leur vérification.

Les articles 28 et 29 du CCAG - PI sont applicables sous réserve de ce qui suit.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG - PI, sauf si le titulaire en fait la demande à la délivrance des prestations ou avant cette date, la Bpi n'est pas tenue de l'aviser de la date des opérations de vérification.



## **Mesures prises par la Bpi après les opérations de vérification**

### Décisions d'admission

Par dérogation à l'article 29.1 du CCAG-PI, la décision d'admission peut être prise au moyen de l'attestation du service fait émise par la Bpi et prendre effet à compter de la date d'attestation du service fait.

### Ajournement

Par dérogation à l'article du 29.2 du CCAG-PI, lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il en prononce l'ajournement total ou partiel par décision motivée en invitant le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur les prestations mises au point dans un délai déterminé par l'acheteur.

### Réfaction

La réfaction sur le prix peut être prononcée conformément à l'article 29.3 du CCAG. L'acheteur informe, par décision motivée, le titulaire de son intention de procéder à une réfaction sur le prix. Cette notification fixe au titulaire un délai pour présenter ses observations.

L'acheteur notifie la décision de réfaction au titulaire par ordre de service.

### Rejet

Le rejet peut être prononcé dans les conditions de l'article 29.4 du CCAG-PI. L'acheteur informe, par décision motivée, le titulaire de son intention de procéder à un rejet total ou partiel de la prestation. Cette notification fixe au titulaire un délai pour présenter ses observations. L'acheteur notifie la décision de rejet au titulaire par ordre de service, cette décision fixe le délai laissé au titulaire pour présenter à nouveau la prestation.

Ce délai court à compter de la notification de la décision de rejet au titulaire.

## **ARTICLE 10 : PRIX**

Les prix de l'accord-cadre sont indiqués dans le tarif établi par les candidats à l'accord cadre sous leur propre responsabilité et annexés à l'acte d'engagement.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et comporte le maximum annuel de 40 000 € HT pour chaque lot.

### **10.1 Contenu et caractère des prix**

Les prix de l'accord-cadre sont réputés complets et franco de port. Ils comprennent la conception et la réalisation graphiques, la rémunération des documents d'exécution et du suivi de fabrication, ainsi que la cession des droits d'exploitation des prestations.

Sont également compris toutes les dépenses afférentes à la coordination des prestations, toutes fournitures, main d'œuvre, nécessaires à l'exécution complète des prestations conformément aux règles de l'art ainsi que toute sujétion, aléas et frais accessoires. Sont en particulier à la charge du titulaire, les frais de transport, aller et retour, les frais de coursiers, d'emballage et de livraison éventuels.

Le titulaire certifie que les prix du présent accord-cadre n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle ; il s'engage à fournir à la Bpi, à la demande de cette dernière, toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.





## **10.2 Nature des prix**

Compte tenu du caractère déterminé des travaux à réaliser pour chacune des opérations lancées par la Bpi, expositions ou manifestations culturelles concernées, les prix auront un caractère unitaire.

## **10.3 Révision des prix**

La première année d'exécution du marché, les prix sont fermes, après éventuellement mise en œuvre de la clause d'actualisation. Les prix du marché sont révisables à l'issue de la première période du marché.

### Actualisation des prix

Les prix seront actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre, soit la date limite de remise des offres fixée dans la mesure de publicité, et la date de début d'exécution des prestations, étant entendu que le démarrage des prestations est fixé à la date de notification du présent marché.

L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times \frac{ICHT-J(n-3)}{ICHT-J_0}$$

P = Prix actualisé

P<sub>0</sub> = Prix de base aux conditions économiques du mois de remise des offres

ICHT- J = Indice ICHT- J (Indice Insee Coût horaire du travail information et communication publié au Moniteur) au premier jour du mois d'actualisation du Prix

n = mois de lancement des prestations

ICHT- J<sub>0</sub> = Indice ICHT- J (Indice Insee Coût horaire du travail information et communication publié au Moniteur) aux conditions économiques à la date limite de remise des offres prévue au règlement de la consultation.

Le résultat du calcul est arrondi au 1/1000 supérieur.

### Révision des prix

Les prix de règlement du marché feront l'objet d'un ajustement par référence au barème du titulaire applicable à l'ensemble de sa clientèle. A cet effet, le titulaire communique par écrit à la Bpi avec un préavis de deux mois la date d'application des nouveaux prix ainsi que le pourcentage de variation. A défaut de cette communication, les nouveaux tarifs ne seront pas applicables et le bon de commande sera conclu en fonction des prix antérieurement en vigueur.

En cas de hausse tarifaire supérieure à 3,5 % par rapport à l'année précédente, la Bpi peut, pendant toute la durée du préavis et par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, résilier sans indemnité, l'accord-cadre pour la partie non exécutée des prestations.

Dans un principe de non-discrimination, si le titulaire fait profiter sa clientèle, placée dans une situation comparable à la Bpi, de tarifs plus avantageux que le prix fixé au présent marché, il en fait bénéficier la Bpi pour l'année de reconduction concernée.

Si la date d'entrée en vigueur indiquée par le titulaire ne respecte pas le préavis, celle-ci est réputée nulle et non avenue, et les nouveaux tarifs ne seront applicables qu'après un délai de deux mois à compter de leur réception par la Bpi.



Dès lors que certains prix fixés dans l'annexe financière à l'acte d'engagement subiraient une baisse en raison de l'amélioration technique offerte par le titulaire et de techniques nouvelles plus appropriées, afin de permettre à la Bpi d'en bénéficier sans délai, le titulaire consent une remise sur les prix unitaires pour les postes concernés de l'annexe financière.

#### **10.4 Modifications financières pour circonstances imprévisibles**

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du code de la commande publique ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire. En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

### **ARTICLE 11 : MODALITE DE REGLEMENT**

#### **11.1 Avance**

Compte tenu des délais d'exécution et du montant des bons de commande, le titulaire ne peut bénéficier de l'avance prévue à l'article R2191-3 du Code de la commande publique.

#### **11.2 Paiements / Etablissement de la facture**

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-PI.

Conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture ou de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.



Le défaut de paiement dans le délai susvisé fait courir de plein droit et sans autres formalités des intérêts moratoires au profit du titulaire, au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points.

Le titulaire bénéficie dans les mêmes conditions de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros.

Les paiements sont effectués au compte ouvert au nom du titulaire, tel qu'il figure dans le cadre B de l'acte d'engagement.

Le comptable assignataire chargé des paiements est l'agent comptable de la Bpi.

#### Etablissement des factures

Les factures afférentes au paiement comporteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et la date de l'accord-cadre,
- le numéro et la date du bon de commande,
- le nom et l'adresse du titulaire, son numéro Siret
- le numéro individuel d'identification du titulaire à la TVA
- le numéro de compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- le montant hors TVA de la prestation exécutée et le montant TTC,
- le taux et le montant de la TVA,
- la prestation réalisée.

#### Envoi de la demande de paiement : Facturation électronique

Conformément aux articles L.2192-1 et suivants du code de la Commande publique, les bénéficiaires d'une commande publique doivent transmettre obligatoirement leurs factures sous forme électronique.

L'émission et la transmission des factures sont effectués selon les dispositions de l'article D.2192-1 et suivants et de l'article R. 2192-3 du code de la commande publique.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue au moyen d'une solution mutualisée dénommée « Chorus Pro » dont le fonctionnement est régi par l'arrêté et le décret précités.

La transmission de factures en mode « portail » s'effectue à partir du portail internet mis à disposition des émetteurs à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Pour la transmission des factures via ChorusPro :

- Pour le Lot 1, le titulaire utilisera l'identifiant Bpi 18004309300038 – Service 502 Développement des publics et communication
- Pour le Lot 2, le titulaire utilisera l'identifiant Bpi 18004309300038 – Service 402 Webmagazine

#### **ARTICLE 12 : ASSURANCES**

Le titulaire doit contracter les assurances auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à régler toutes les primes pour que la Bpi puisse faire valoir ses droits en qualité de bénéficiaire. En tout état de cause, la franchise imposée par la compagnie d'assurance sera à la charge du titulaire.



Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur, et ce dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **ARTICLE 13 : PENALITES**

### **Article 13.1 Pénalités de retard**

Il est fait application de l'article 14.1 du CCAG-PI. Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, les pénalités sont dues dès le premier euro.

Le paiement des pénalités de retard n'emporte pas réparation du préjudice subi par l'acheteur du fait du retard. L'acheteur se réserve le droit de réclamer des dommages et intérêts du fait du préjudice subi et de résilier le marché conformément à ses stipulations.

### **Article 13.2 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité**

En cas de non-respect des règles de protection des informations confidentielles ou de protection des données à caractère personnelles : application dans les conditions prévues à l'article 14.1. du CCAG d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté de l'accord cadre à la date de constatations du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

### **Article 13.3 Pénalités travail dissimulé**

Si dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L.8222-6 du code du travail, un agent de contrôle signale à la Bpi que le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées à l'article L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, la Bpi doit adresser une mise en demeure au titulaire par tout moyen écrit permettant d'en déterminer la date et d'en assurer la réception, lui enjoignant de faire cesser cette situation et d'en apporter la preuve.

Le cocontractant ainsi mis en demeure apporte à la Bpi, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, l'accord-cadre contrat peut être rompu sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

## **ARTICLE 14 : RETENUE DE GARANTIE**

Le présent accord-cadre ne prévoit pas de retenue de garantie.



## **ARTICLE 15 : NANTISSEMENT, CESSION**

Le titulaire est admis au bénéfice du nantissement et de la cession. Le certificat de cessibilité en vue du nantissement ou de la cession de créance sera délivré sans frais par la directrice de la Bpi.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-60 du Code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances) est la directrice de la Bpi.

## **ARTICLE 16 : RESPECT DES INTERDICTIONS FIXEES DANS LA REGLEMENTATION DES MARCHES PUBLICS**

Le titulaire déclare, sous peine de résiliation de plein droit de l'accord-cadre ou de sa mise en régie, à ses torts exclusifs, qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions prévues par la réglementation des marchés publics.

## **ARTICLE 17 : RESILIATION**

Le chapitre 7 du CCAG/PI est applicable.

### **Difficulté d'exécution du marché**

Il est précisé néanmoins que lorsque dans les conditions de l'article 38.1 du CCAG, l'acheteur résilie l'accord-cadre au motif de difficultés techniques particulières d'exécution ou en raison d'un événement ayant le caractère de force majeure, le titulaire n'a droit à aucune indemnité.

### **Résiliation pour faute**

La Bpi peut résilier tout ou partie de l'accord-cadre, sans que le titulaire ne puisse prétendre au versement d'indemnités en cas de défaut d'exécution de l'accord-cadre caractérisé notamment par l'inexécution par ce dernier de ses obligations.

Sauf dans les cas prévus aux g, i, m et n du 39.1 du CCAG-PI, cette résiliation ne peut intervenir qu'après l'émission d'une mise en demeure, avec un délai d'exécution précisé par l'acheteur, puis restée infructueuse et dans laquelle celui-ci informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Il est précisé que dans l'hypothèse où la Bpi devrait prononcer le rejet des prestations du titulaire, celui-ci pourra encourir au choix de l'acheteur, après mise en demeure, la résiliation totale ou partielle de l'accord-cadre.

Après signature de l'accord-cadre, en cas d'omission des déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale ou si le titulaire n'a pas acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles ou refusé de produire les pièces prévues aux articles R 324-4 ou R 324-7 du code du travail le marché est résilié pour faute du titulaire.

Toutefois, si le titulaire est exclu de la procédure de passation des marchés publics en application des articles L2141-1 à L 2141-5 du code de la commande publique, la décision de résiliation intervient sans mise en demeure après que le titulaire ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.



La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision ou, à défaut d'une autre date, à la date de notification de cette décision.

Dans les cas prévus à l'article 27 du CCAG, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par de l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui par sa nature ne peut souffrir aucun retard, ou bien encore en cas de résiliation pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin, dans un délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques ou dans tout autre délai fixé par l'acheteur par tout moyen écrit permettant d'en déterminer la date et d'en assurer la réception au titulaire. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du titulaire.

En cas de résiliation pour faute, les conséquences pécuniaires de celle-ci, en particulier dans l'hypothèse d'une exécution des prestations prévues par de l'accord-cadre par un tiers aux frais et risques du titulaire, sont à la charge de celui-ci. La décision de résiliation mentionne le cas échéant le choix de la Bpi de recourir à une exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

#### **ARTICLE 18 : CLAUSE DE REEXAMEN / AVENANT**

Par dérogation à l'article 25 du CCAG/PI, en tant que de besoin, outre les hypothèses prévues précédemment dans le présent marché, telles que notamment la révision des prix, chacune des parties peut demander le réexamen des conditions du contrat par tout moyen à l'autre partie.

Le réexamen peut porter en particulier sur une évolution technique, la réalisation de supports graphiques, plastiques ou infographiques non prévus au présent accord-cadre, des fournitures et prestations services accessoires à la délivrance de la prestation objet du présent accord-cadre ou bien encore la création de logo.

Le réexamen peut porter en particulier sur une modification ou l'ajout des prix unitaires de l'accord-cadre générée notamment par l'évolution des prestations fournies au titre de l'accord-cadre en raison de l'évolution de l'état de l'art dans le domaine des prestations objet de l'accord-cadre

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix de du marché.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées dans l'avenant conclu en application du présent article.

Le réexamen peut porter également sur le changement de titulaire en cas notamment de fusion, cession, absorption du cocontractant de l'acheteur ; en cas de groupement sur l'ajout d'un cotraitant suite à la défaillance d'un membre du groupement.



A l'issue du réexamen, en cas d'accord des parties, celles-ci fixeront ses modalités par voie d'avenant.

## **ARTICLE 19 : DEROGATION AU CCAG**

Article 6.2, dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI

Article 9, dérogation à l'article 26.5, 28.5, 29.1, 29.2 du CCAG-PI

Article 13 Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI

Article 18, Par dérogation à l'article 25 du CCAG-PI.

## **ANNEXE AU CCP**

### **Lot 1 : Services d'exécution de maquettes et/ou de composition de mise en page pour les documents de communication de la Bpi publiés sur support papier**

*La nature et le descriptif technique des supports ci-dessous sont indicatifs, cette liste n'est pas exhaustive.*

<b>Description de la prestation</b>	<b>Spécifications techniques</b>
Déclinaison de la Maquette du programme mensuel de la Bpi ( <a href="https://www.bpi.fr/content/uploads/sites/2/2025/03/programme-mars-2025-v4.pdf">https://www.bpi.fr/content/uploads/sites/2/2025/03/programme-mars-2025-v4.pdf</a> )	Format fermé : hauteur 18 cm / largeur 13 cm Format ouvert : hauteur 18 cm / largeur 26 cm Couleurs : quadri recto-verso 44 pages (couverture incluse) (Environ 20 images)
Déclinaison de la maquette d'une brochure concernant le festival effractions ( <a href="#">lien brochure 2024</a> )	Format fermé : hauteur 21 cm / largeur 14,8 cm Format ouvert : hauteur 21 cm / largeur 29,7 cm couleurs : quadri recto-verso 48 pages (couverture incluse) (Environ 35 images)
Déclinaison de la maquette d'une brochure pour la cinémathèque ( <a href="https://agenda.bpi.fr/content/uploads/sites/5/2025/03/brochure-cinematheque-printemps-2025.pdf">https://agenda.bpi.fr/content/uploads/sites/5/2025/03/brochure-cinematheque-printemps-2025.pdf</a> )	Format fermé : hauteur 21 cm / largeur 10,5 cm Format ouvert : hauteur 21 cm / largeur 21 cm 80 pages (Environ 80 images)
Rapport d'activité de la Bpi ( <a href="https://www.bpi.fr/la-bibliotheque/missions-et-organisation/rapports-dactivite/">https://www.bpi.fr/la-bibliotheque/missions-et-organisation/rapports-dactivite/</a> )	Format fermé : hauteur 29.7 cm / largeur 21 cm Format ouvert : hauteur 29.7 cm / largeur 42 cm Couleurs : quadri recto verso 80 pages (couverture incluse) (Environ 20 images)
Numéro du magazine Balises ( <a href="https://www.bpi.fr/balises-13/">https://www.bpi.fr/balises-13/</a> )	Format fermé : hauteur 24 cm / largeur 21 cm Format ouvert : hauteur 24 cm / largeur 42 cm Couleurs : quadri recto-verso 44 pages (couverture incluse) (Environ 25 images)



Dépliant de 4 pages	Format fermé : hauteur 21 cm / largeur 14,85 cm Format ouvert : hauteur 21 cm / largeur 29,7 cm Couleurs : quadri recto-verso 4 pages A5 (envIRON 2 images)
---------------------	---

**Lot 2 : Services de conception, réalisation graphique et d'infographie pour les documents de communication de la Bpi diffusés sur le WEB et déclinable sur support papier**

*La nature et le descriptif technique des supports ci-dessous sont indicatifs, cette liste n'est pas exhaustive.*

Description de la prestation	Spécifications techniques
Création d'un Bandeau Web	Hauteur 768 px / largeur 1023 px
Création de gif animés ou d'une animation légère de 4 secondes pour les booktubes	prproj et mp4
Habillage graphique	Affiche Format : hauteur 60 cm / largeur 40 cm Xbanner Format : hauteur 180 cm / largeur 70 cm
Création d'une infographie	Format : hauteur 21 cm / largeur 29,7 cm